

**66739/3****CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

23 septembre 2019

PROPOSITION DE LOI**obligeant les diffuseurs
d'images satellites à flouter
sur internet les images
des centrales nucléaires belges**

(déposée par M. Eric Thiébaut et consorts)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

BUITENGEWONE ZITTING 2019

23 september 2019

WETSVOORSTEL**houdende de verplichting voor de
verspreiders van satellietbeelden om de
beelden van de Belgische kerncentrales
te blurren**

(ingediend door de heer Eric Thiébaut c.s.)

RÉSUMÉ

Dans un souci de sécurité publique, la présente proposition de loi oblige les diffuseurs d'images satellites à flouter sur internet les images des centrales nucléaires et autres sites sensibles situés sur le territoire belge.

SAMENVATTING

Ter wille van de openbare veiligheid strekt dit wetsvoorstel ertoe de verspreiders van satellietbeelden te verplichten tot het blurren van de op het internet verspreide beelden van de kerncentrales en van andere gevoelige sites op het Belgische grondgebied.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit		Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de
CRIV	des interventions (avec les annexes)	CRIV	toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 3387/001.

L'absence de floutage de la plupart des installations nucléaires sur *Google Earth* ou sur des applications similaires pose de réels problèmes. En effet, chacun peut trouver aujourd'hui sur internet, accessibles à tous, des images extrêmement précises de sites nucléaires belges, comme Tihange ou Doel, éventuellement utilisables pour la préparation d'actes malveillants.

La Belgique est d'ailleurs épinglée par l'Assemblée nationale française, dans son rapport du 28 juin 2018 fait au nom de la commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires. On peut y lire le témoignage suivant: "En Belgique, nous sommes allés voler en hélicoptère autour de la piscine de Tihange, qui se situe pile dans l'axe de la piste de décollage de l'aéroport de Liège (...)! Pour préparer ce vol en hélicoptère, je suis allé voir la centrale de Tihange sur internet et j'ai cliqué sur la piscine pour avoir les coordonnées. D'autant que tout est public, nous n'avons soudoyé personne: toutes les informations que nous avons trouvées sont publiques. Et il en va de même de toutes les piscines des sites nucléaires français. Effectivement, en termes de sécurité, c'est pour moi inacceptable. Mais je ne sais pas pourquoi les choses restent ainsi"¹.

La commission d'enquête de Assemblée nationale a recommandé d'adopter une mesure législative obligeant les diffuseurs d'images satellites à flouter sur internet les images des centrales nucléaires françaises ainsi que des autres sites sensibles (usines de retraitement, réacteurs expérimentaux, etc.); de la même manière, elle a recommandé d'interdire la diffusion des coordonnées GPS de ces sites et ce pour toutes les années dont les données sont disponibles sur internet².

En France, cette recommandation a été mise en œuvre et l'internaute qui souhaite obtenir des images, par exemple de la centrale nucléaire de Chooz, trouvera désormais sur *Google Earth* des images pixelisées et rendues inutilisables pour la préparation d'actes malveillants.

¹ Assemblée nationale, Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires, tome I, pp. 104 et 105. <http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/rap-enq/r1122-tl.pdf>.

² *Ibid*, préconisation n° 21, p. 195.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 3387/001.

De meeste beelden van nucleaire installaties op *Google Earth* of op soortgelijke toepassingen worden niet ge-blurd, en dat is echt een probleem. Tegenwoordig heeft immers iedereen op het internet vrije toegang tot uiterst gedetailleerde beelden van Belgische nucleaire sites, zoals Tihange of Doel. Die kunnen eventueel worden gebruikt om kwaadwillige handelingen voor te bereiden.

De Belgische situatie werd trouwens aangekaart door de Franse *Assemblée nationale* in een verslag van 28 juni 2018 dat werd opgesteld namens de onderzoekscommissie over de beveiliging en de veiligheid van de nucleaire installaties. Daarin valt de volgende getuigenis te lezen: "*En Belgique, nous sommes allés voler en hélicoptère autour de la piscine de Tihange, qui se situe pile dans l'axe de la piste de décollage de l'aéroport de Liège (...)! Pour préparer ce vol en hélicoptère, je suis allé voir la centrale de Tihange sur internet et j'ai cliqué sur la piscine pour avoir les coordonnées. D'autant que tout est public, nous n'avons soudoyé personne: toutes les informations que nous avons trouvées sont publiques. Et il en va de même de toutes les piscines des sites nucléaires français. Effectivement, en termes de sécurité, c'est pour moi inacceptable. Mais je ne sais pas pourquoi les choses restent ainsi*"¹.

De onderzoekscommissie van de *Assemblée nationale* heeft aanbevolen wetgevend op te treden teneinde de verspreiders van satellietbeelden te verplichten de op het internet verspreide beelden van de Franse kerncentrales en de andere gevoelige sites (opwerkingsfabrieken, test-reactoren enzovoort) te blurren. Tevens werd aanbevolen de verspreiding van de gps-coördinaten van die sites te verbieden voor alle jaren waarvan de gegevens op het internet beschikbaar zijn².

Aan die aanbeveling werd in Frankrijk gevolg gegeven: wie op het internet op zoek gaat naar beelden van bijvoorbeeld de kerncentrale van Chooz, treft voortaan op *Google Earth* gepixelde beelden aan die onbruikbaar zijn voor de voorbereiding van kwaadwillige handelingen.

¹ Assemblée nationale, Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires, deel I, blz. 104 en 105. <http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/rap-enq/r1122-tl.pdf>.

² *Ibid*, aanbeveling nr. 21, blz. 195.

Les auteurs de la présente proposition de loi considèrent qu'il faut en faire autant en Belgique et ce tant pour répondre à la critique de nos voisins que pour protéger l'infrastructure critique. Le ministre de l'Intérieur a d'ailleurs été plusieurs fois interpellé à ce sujet³.

La publicité d'images de sites militaires sensibles pose une question de sécurité comparable. Répondant à une question parlementaire, le ministre de la Défense a répondu qu'il avait obtenu de *Google* un engagement à flouter les images publiées, à condition qu'il existe une base légale à cet effet. Le ministre a ajouté que l'article 120ter du Code pénal constituait une telle base et que *Google Inc.* ne l'avait pas contesté⁴.

L'article 120ter du Code pénal dispose, en effet, que "sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 à 100 euros quiconque sans autorisation de l'autorité militaire, maritime ou aéronautique, aura exécuté par un procédé quelconque des levés ou opérations de topographie dans un rayon d'un myriamètre ou dans tout autre rayon qui sera ultérieurement fixé par le ministre de la défense nationale, autour d'une place forte, d'un ouvrage de défense, d'un poste, d'un établissement militaire ou maritime, d'un établissement aéronautique autre qu'un aérodrome ou aérogare, d'un dépôt, magasin ou parc militaires, à partir des ouvrages avancés, ou aura pris des photographies d'un de ces lieux, ouvrages ou établissements, édité, exposé, vendu ou distribué des reproductions de ces vues".

Si l'article 120ter du Code pénal procure clairement une base légale pour le floutage des sites militaires, force est cependant de constater qu'il n'en va pas de même pour le floutage sur internet des centrales nucléaires.

³ Voy. la question écrite n° 2611 de M. Eric Thiébaud au vice-premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la régie des Bâtiments sur "le floutage sur Internet des images des centrales nucléaires" (QO 27095, question écrite n° 2611, législature 54).

<http://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=qrva&language=fr&cfm=qrvaXml.cfm?legislat=54&dossierID=54-Bxxx-900-3611-2017201825116.xml>.

Voy. aussi *Sécurité nucléaire. Échange de vues sur le rapport de Greenpeace France concernant la sécurité des centrales nucléaires belges et françaises*, Rapport fait au nom de la sous-commission de la Sécurité nucléaire par Me Karin Temmerman, 1^{er} octobre 2018, DOC 54 3301/001.

<http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/54/3301/54K3301001.pdf>.

⁴ Question n° 27070 de M. Jacques Chabot au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique sur "les photographies de sites militaires sensibles sur Google", in *Compte rendu intégral de la commission de la Défense nationale du mercredi 7 novembre 2018*, CRIV 54 COM 992. <http://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/54/54ic992.pdf>.

De indieners van dit wetsvoorstel zijn van oordeel dat die maatregel ook in België moet worden genomen, zowel om gevolg te geven aan de kritiek van onze zuiderburen als om de kritieke infrastructuur te beschermen. De minister van Binnenlandse Zaken werd daarover trouwens al meermaals geïnterpelleerd³.

Het verspreiden van beelden van gevoelige militaire sites doet een vergelijkbaar veiligheidsprobleem rijzen. In antwoord op een parlementaire vraag heeft de minister van Defensie aangegeven dat hij *Google* ertoe bereid had bevonden de gepubliceerde beelden te blurren op voorwaarde dat daartoe een wettelijke basis bestaat. De minister heeft daaraan toegevoegd dat die wettelijke basis wordt aangereikt door artikel 120ter van het Strafwetboek en dat *Google Inc.* dit niet had weerlegd⁴.

Artikel 120ter van het Strafwetboek bepaalt immers dat hij "die, zonder verlof van de militaire, zeevaart- of luchtvaartoverheid, binnen een afstand van een myriameter of binnen enige andere door de minister van Landsverdediging later te bepalen afstand van een versterkte plaats, van een verdedigingswerk, van een post, van een militaire of een zeevaartinrichting, van een luchtvaartinrichting, die niet een vliegveld of luchtvaartstation is, van een militair depot, magazijn of park, welke afstand gerekend wordt vanaf de buitenwerken, door enig procédé topografische opmetingen of verrichtingen doet of fotografische opnamen maakt van een van die plaatsen, werken of inrichtingen, of reprodukties van die opnamen uitgeeft, tentoonstelt, verkoopt of verspreidt" wordt gestraft met "gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot honderd euro".

Artikel 120ter van het Strafwetboek vormt duidelijk een wettelijke grond voor het blurren van militaire sites, maar jammer genoeg is dat niet het geval is voor het blurren van kerncentrales op het internet.

³ Zie schriftelijke vraag nr. 2611 van de heer Eric Thiébaud aan de vice-eersteminister en de minister van Veiligheid en Binnenlandse zaken, belast met de Regie der Gebouwen over "blurren van de satellietbeelden van kerncentrales op het internet" (MV 27095, schriftelijke vraag nr. 2611, 54^e zittingsperiode).

<http://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=qrva&language=fr&cfm=qrvaXml.cfm?legislat=54&dossierID=54-Bxxx-900-3611-2017201825116.xml>.

Zie ook: *Nucleaire veiligheid. Gedachtewisseling over het verslag van Greenpeace France over de veiligheid van de Belgische en Franse kerncentrales*, verslag namens de subcommissie voor de Nucleaire Veiligheid, uitgebracht door mevrouw Karin Temmerman, 1 oktober 2018, DOC 54 3301/001.

<http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/54/3301/54K3301001.pdf>.

⁴ Vraag nr. 27070 van de heer Jacques Chabot aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "foto's van gevoelige militaire sites op Google", zie: integraal verslag van de commissie voor de Landsverdediging van woensdag 7 november 2018, CRIV 54 COM 992.

Afin de remédier à ce problème et afin de fournir au ministre de l'Intérieur une disposition incontestable permettant d'exiger des diffuseurs d'images satellites un floutage des images des centrales nucléaires belges, il est dès lors proposé de créer une base légale *ad hoc* à cet effet.

Eric THIÉBAUT (PS)
Daniel SENESAEL (PS)
Emir KIR (PS)
Hugues BAYET (PS)
Ludivine DEDONDER (PS)
Ahmed LAAOUEJ (PS)
Hervé RIGOT (PS)

Teneinde dat probleem te verhelpen, wordt voorgesteld om een specifieke wettelijke basis te creëren, met een onbetwistbare bepaling waarnaar de minister van Binnenlandse Zaken kan verwijzen om te eisen dat de verspreiders van satellietbeelden de beelden van de Belgische kerncentrales moeten blurren.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Pour l'application de la présente loi, on entend par:

— diffuseur d'images satellites: l'administrateur ou la personne responsable d'un site internet permettant la visualisation de la Terre avec un assemblage de photographies aériennes ou satellitaires;

— établissements de classe I et II: les établissements visés respectivement par l'article 3.1.a) et 3.1.b) de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants.

Art. 3

§ 1^{er}. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 à 100 euros le diffuseur d'images satellites qui, sans l'autorisation du ministre de l'Intérieur, rend publiques des photographies aériennes ou satellitaires d'établissements de classe I.

Le ministre de l'Intérieur peut étendre la portée de l'alinéa précédent à un ou plusieurs établissements de classe II.

§ 2. Sera puni de la même peine le diffuseur d'images satellites qui diffuse les coordonnées GPS des établissements visés au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Ne peuvent être sanctionnés, en vertu du paragraphe 1^{er}, les diffuseurs d'images satellites qui apportent aux photographies aériennes ou satellitaires des établissements y visés, des traces suffisantes de floutage.

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Voor de toepassing van deze wet gelden de volgende definities:

— verspreider van satellietbeelden: de beheerder of de verantwoordelijke van een internetsite waarmee het aardoppervlak kan worden bekeken via een samenvoeging van lucht- of satellietfoto's;

— inrichtingen van klasse I en II: de inrichtingen bedoeld in respectievelijk artikel 3.1.a) en artikel 3.1.b) van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen.

Art. 3

§ 1. De verspreider van satellietbeelden die zonder toelating van de minister van Binnenlandse Zaken lucht- of satellietfoto's van inrichtingen van klasse I openbaar maakt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en een boete van 26 tot 100 euro.

De minister van Binnenlandse Zaken kan de toepassing van het eerste lid uitbreiden tot één of meerdere inrichtingen van klasse II.

§ 2. De verspreider van satellietbeelden die de gps-coördinaten van de in § 1 bedoelde inrichtingen verspreidt, wordt met dezelfde straf gestraft.

§ 3. De verspreider van satellietbeelden die afdoende geblurde lucht- of satellietfoto's van de in § 1 bedoelde inrichtingen toont, kan niet op basis van § 1 worden gestraft.

Le ministre de l'Intérieur peut préciser par arrêté ministériel la portée de l'exception visée à l'alinéa précédent.

6 septembre 2019

Eric THIÉBAUT (PS)
Daniel SENESAEL (PS)
Emir KIR (PS)
Hugues BAYET (PS)
Ludivine DEDONDER (PS)
Ahmed LAAOUEJ (PS)
Hervé RIGOT (PS)

De minister van Binnenlandse Zaken kan bij ministerieel besluit de reikwijdte van de in het vorige lid bedoelde uitzondering nauwkeuriger bepalen.

6 september 2019